

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Tournée républicaine : Ali Bongo Ondimba aujourd'hui dans le Moyen-Ogooué !

Jonas OSSOMBEY
Lambaréné/Gabon

Le président de la République arrive ce vendredi 19 mai, à Lambaréné, pour une visite de 72 heures dans la province du Moyen-Ogooué. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de la tournée républicaine du numéro un gabonais. Il devra, comme partout où il est passé, visiter des infrastructures et échanger avec les populations de cette province située au centre du Gabon. Ainsi, Bifoun, Ndjolé, Makouké et Lambaréné sont les principales localités qui devront recevoir le président Ali Bongo Ondimba. Il sera question pour lui de toucher du doigt certaines réalisations notamment les hôpitaux ou centres de santé, les écoles et établissements secondaires ou les centres de formation. La

route et d'autres projets de développement relatifs à l'amélioration des conditions de vie des Gabonais devraient être pris en compte. Tout comme l'état d'avancement de nombreux chantiers sera passé au crible par le chef de l'Exécutif. A chacune des étapes, le président Ali Bongo Ondimba, lors des échanges avec ses hôtes, devrait faire face aux nombreuses doléances des Gabonais qui ne devront pas faire de mystères autour de leur forte volonté de voir leur quotidien s'améliorer. Des préoccupations sociales dont ils diront qu'ils attendent des réponses concrètes.

A l'instar des échanges avec les habitants des autres provinces qu'il a visitées, le chef de l'Etat devrait être à leur écoute, tout en les invitant à être à la hauteur de leur forte demande sociale. Laquelle leur demande

de contribuer à un certain effort d'accompagnement de l'action gouvernementale pouvant faciliter la résolution, par les pouvoirs publics, de leurs difficultés.

Les appeler au patriotisme, à l'engagement sans faille pour la préservation des acquis sociaux et politiques afin d'atteindre les objectifs du développement auxquels le pays est résolument inscrit. En tous les cas, autant le président de la République a hâte d'être avec les habitants de cette contrée, autant ceux-ci ne manqueront pas l'occasion de se faire entendre.



Photo: DR

Bain de foule du chef de l'Etat lors d'une précédente étape de sa tournée républicaine.

Présidentielle 2023 : "EPT" réaffirme son soutien à Ali Bongo Ondimba

Eric LAPETHA
Libreville/Gabon

SOSTELE Moubamba Moubamba, président de l'association "Emergence pour tous" (EPT), vient de réaffirmer son soutien à Ali Bongo Ondimba pour l'élection présidentielle de 2023. Ce fut déjà le cas en 2016, a-t-il laissé entendre, à l'occasion de la cérémonie de l'installation des nouveaux membres du bureau exécutif national ainsi que des responsables provinciaux, départementaux et communaux. C'était au cours d'une cérémonie qui a eu lieu à l'école publique de la Cité Mebiame de Libreville.

Occasion pour le leader de ladite association d'inviter les siens, notamment les jeunes qui viennent d'avoir 18 ans, et qui ont récemment souscrit à leur adhésion au sein de sa structure, à aller également se faire enrôler massivement sur la liste électorale.

Le deuxième fait majeur du soutien que le président des "Eptois" entend apporter au candidat de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, est la mise à la disposition du chef de l'Etat, dans un proche avenir, de 100 parcelles avec titres fonciers. " Ce don devra, a dit Sostele Moubamba Moubamba, permettre à Ali Bongo Ondimba de construire des logements au profit des étudiants démunis, et qui se voient parfois contraint d'interrompre leurs études, faute de soutien à Libreville. "

Il faut rappeler que l'association "Emergence pour tous", est une structure à caractère politique et social créée le 30 septembre 2015. Et depuis lors, "EPT" est présente sur le terrain avec plusieurs actions à mettre à son actif, surtout dans la promotion des valeurs culturelles et politiques. Tout comme plusieurs initiatives dans le cadre de l'éducation ont été prises par ce mouvement.

Gabon-Maroc : la HAC et la HACA liées par une convention-cadre

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

La Haute autorité de la communication (HAC), organe de régulation des médias au Gabon, et sa consœur du Royaume du Maroc, la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA) sont désormais liées par une convention-cadre. Laquelle a été paraphée par les présidents de ces deux institutions mardi à Libreville en présence de l'ensemble des conseillers membres de la HAC, de la délégation marocaine conduite par Latifa Akharbach, la présidente de la HACA, du chef de mission adjoint de l'ambassade du Maroc au Gabon et d'un représentant du ministère gabonais des Affaires étrangères. Objectif : renforcer le partenariat entre les deux organes de régulation de la communication. Le nouveau partenariat est basé sur une dynamique d'échange bilatéral et des concertations multilatérales continues en vue de relever, grâce à leurs expertises complémentaires, les défis stratégiques que sous-tend la régulation d'un secteur médiatique africain en évolution rapide et profonde.

De façon concrète, la Conven-



Photo: SNN

Les présidents de la HAC et de la HACA au terme du paraphe.

tion-cadre nouvellement actée par les deux parties s'articule autour de plusieurs axes, notamment le partage par les deux instances de régulation de leurs expertises techniques respectives en matière de régulation audiovisuelle, la prospection et la réflexion communes autour des réponses à apporter aux défis de l'évolution, notamment numérique, etc.

Occasion pour le président de la HAC, Germain Ngoyo Mousavou, d'exprimer, au nom de l'ensemble du collège de l'institution, la satisfaction qui est la leur de " contribuer à l'approfondissement du partenariat stratégique entre le Gabon et le Maroc " et

d'être "un acteur privilégié de l'amitié et de la confiance qui caractérisent la relation gabono-marocaine ".

Pour sa part, Mme Akharbach, par ailleurs présidente en exercice du Réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM), a tenu à saluer " l'engagement et les efforts " de son collègue gabonais "pour ses contributions pertinentes aux débats au sein du RIARC et du REFRAM, depuis le retour actif de la HAC, il y a un an déjà, au sein de ces deux regroupements internationaux des régulateurs des médias et de la communication, après une absence relativement longue".